
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 22

Bill No. 22

Loi sur la langue officielle

Official Language Act

Première lecture

First reading

M. CLOUTIER

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

Projet de loi n^o 22

Loi sur la langue officielle

ATTENDU que la langue française constitue un patrimoine national que l'état a le devoir de préserver, et qu'il incombe au gouvernement du Québec de tout mettre en oeuvre pour en assurer la prééminence et pour en favoriser l'épanouissement et la qualité;

Attendu que la langue française doit être la langue de communication courante de l'administration publique;

Attendu que les entreprises d'utilité publique et les professions doivent l'employer pour communiquer avec la population et avec l'administration publique;

Attendu que les membres du personnel des entreprises doivent pouvoir, dans leur travail, communiquer en français entre eux et avec leurs supérieurs;

Attendu que la langue française doit être omniprésente dans le monde des affaires, particulièrement en ce qui concerne la direction des entreprises, les raisons sociales, l'affichage public, les contrats d'adhésion et les contrats conclus par les consommateurs;

Attendu qu'il importe de déterminer le statut de la langue française dans l'enseignement;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

TITRE I

LA LANGUE OFFICIELLE DU QUÉBEC

1. Le français est la langue officielle du Québec.

Bill No. 22

Official Language Act

WHEREAS the French language is a national heritage which the body politic is in duty bound to preserve, and it is incumbent upon the government of the province of Québec to employ every means in its power to ensure the pre-eminence of that language and to promote its vigour and quality;

Whereas the French language should be the ordinary language of communication in the public administration;

Whereas the public utilities and the professional bodies should use it in communicating with the public and with the public administration;

Whereas the members of the personnel of business firms should, in their work, be able to communicate in French among themselves and with their superior officers;

Whereas the French language should be in use at every level of business activity, especially in corporate management and in firm names, on public signs, in contracts pre-determined by one party and in consumer contracts;

Whereas it is essential to determine the status of the French language in instruction;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

TITLE I

THE OFFICIAL LANGUAGE OF QUÉBEC

1. French is the official language of the province of Québec.

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet proclame le français langue officielle du Québec, et statue sur son usage. Il institue aussi une Régie de la langue française et des commissions de terminologie, en plus de conférer au gouvernement des pouvoirs accrus en matière de langue.

Après avoir proclamé la langue officielle (article 1) et formulé quelques dispositions d'ordre général (article 2 à 5), le projet traite, au titre III, de l'usage de la langue française dans les domaines suivants:

- l'administration publique (article 6 à 17);*
- les entreprises d'utilité publique et les professions (articles 18 à 23);*
- le travail (articles 24 à 35);*
- les affaires (articles 36 à 47);*
- l'enseignement (articles 48 à 52).*

Suivent quelques autres dispositions d'ordre général (articles 53 à 55).

Le titre IV institue d'abord les commissions de terminologie (articles 56 à 60), puis la Régie de la langue française, dont il définit les fonctions (articles 61 à 67), la composition et les activités (articles 68 à 84), pour enfin organiser des mécanismes d'enquête qui permettront à la Régie de vérifier dans quelle mesure la loi est appliquée et de faire aux autorités les recommandations appropriées (articles 85 à 105).

Le titre V contient diverses dispositions dont les principales ont pour objet:

- la publication des règlements (article 106);*
- l'abrogation de la Loi pour promouvoir la langue française au Québec (Bill 63) (article 118);*
- le maintien en fonction du personnel de l'Office de la langue française, qui peut*

EXPLANATORY NOTES

This bill proclaims French the official language of Québec, and regulates its use. It also establishes a French Language Board and terminology committees, and grants increased powers to the government respecting language.

After proclaiming the official language (section 1) and setting out certain general provisions (sections 2 to 5), the bill in Title III deals with the use of French in the following sectors:

- the public administration (sections 6 to 17);*
- the public utilities and the professions (sections 18 to 23);*
- labour (sections 24 to 35);*
- business (sections 36 to 47);*
- education (sections 48 to 52).*

Further provisions of a general nature follow (sections 53 to 55).

Title IV establishes, first of all, the terminology committees (sections 56 to 60); secondly, it establishes the French Language Board, defining its functions (sections 61 to 67), composition and activities (sections 68 to 84), and finally, it sets up the investigative machinery which will enable the Board to ascertain the extent to which the law is applied and to make appropriate recommendations to the authorities (sections 85 to 105).

Title V contains miscellaneous provisions, the chief among which relate to:

- publication of the regulations (section 106);*
- repeal of the Act to promote the French language in the province of Québec (Bill 63) (section 118);*
- continuation of employment of the staff of the French Language Bureau, who may be*

TITRE II

DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

2. En cas de divergence que les règles ordinaires d'interprétation ne permettent pas de résoudre convenablement, le texte français des lois du Québec prévaut sur le texte anglais.

3. Dans la présente loi, on entend par:
a) « ministre », le ministre désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil;

b) « Régie », la Régie de la langue française;

c) « règlement », tout règlement adopté en vertu de la présente loi par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Sont énumérés en annexe les divers services de l'administration publique, les entreprises d'utilité publique et les corps professionnels visés par la présente loi.

TITRE III

STATUT DE LA LANGUE OFFICIELLE

5. Le présent titre règle les effets juridiques de l'article 1.

CHAPITRE I

LA LANGUE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

6. Doivent être rédigés en français les textes et documents officiels émanant de l'administration publique.

7. Sont réputés officiels:

a) les textes et documents que la loi déclare authentiques en raison de leur caractère public, notamment les écrits visés à l'article 1207 du Code civil;

b) les autorisations, les avis et les autres documents de même nature.

8. Les textes et documents officiels peuvent être accompagnés d'une version anglaise; en pareil cas et sauf les exceptions prévues par la présente loi, seule la version française est authentique.

TITLE II

GENERAL PROVISIONS

2. Where any discrepancy cannot be satisfactorily resolved by the ordinary rules of interpretation, the French text of the statutes of Québec prevails over the English text.

3. In this act,
(a) "Minister" means the Minister designated by the Lieutenant-Governor in Council;

(b) "Board" means the French Language Board;

(c) "regulation" means any regulation made in virtue of this act by the Lieutenant-Governor in Council.

4. The various services of the public administration, the public utilities and the professional bodies contemplated by this act are listed in the Schedule.

TITLE III

STATUS OF THE OFFICIAL LANGUAGE

5. This title governs the juridical effects of section 1.

CHAPTER I

THE LANGUAGE OF THE PUBLIC ADMINISTRATION

6. Official texts and documents emanating from the public administration must be drawn up in French.

7. The following are deemed official:
(a) texts and documents declared authentic by law because of their public nature, particularly the writings contemplated in article 1207 of the Civil Code;

(b) authorizations, notices and other documents of the same kind.

8. Official texts and documents may be accompanied with an English version; in such a case, only the French version is authentic, subject to the exceptions provided in this act.

être muté à la Régie de la langue française sur décision du lieutenant-gouverneur en conseil (article 121).

L'annexe énumère les divers services de l'administration publique, les entreprises d'utilité publique et les corps professionnels visés par le projet.

transferred to the French Language Board upon the decision of the Lieutenant-Governor in Council (section 121).

The Schedule lists the various services of the public administration, the public utilities and the professional bodies envisaged by the bill.

9. Les organismes municipaux et scolaires dont au moins dix pour cent des administrés sont de langue anglaise et qui rédigent déjà leurs textes et documents officiels à la fois en français et en anglais, doivent continuer à le faire; en pareil cas, les deux versions sont authentiques.

Le titre IV précise la façon dont sont déterminés les organismes municipaux et scolaires susvisés.

Au cas de fusion réduisant à moins de dix pour cent le pourcentage prévu au premier alinéa, le présent article continue à régir l'organisme issu de la fusion, si l'acte constatant la fusion y pourvoit, pour la période fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

10. L'administration publique doit utiliser la langue officielle pour communiquer avec les autres gouvernements du Canada et, au Québec, avec les personnes morales.

11. Toute personne a le droit de s'adresser à l'administration publique en français ou en anglais, à son choix.

12. La langue officielle est la langue de communication interne de l'administration publique.

13. Le français et l'anglais sont les langues de communication interne des organismes municipaux et scolaires dont les administrés sont en majorité de langue anglaise.

Le titre IV précise la façon dont sont déterminés les organismes municipaux susvisés.

14. Nul ne peut être admis ou promu à une fonction administrative dans l'administration publique s'il n'a de la langue officielle une connaissance appropriée à l'emploi qu'il postule.

Cette connaissance doit être prouvée suivant les normes fixées par les règlements adoptés à cet égard par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Les fonctions susdites sont déterminées par les règlements visés au deuxième alinéa; ceux-ci peuvent cependant exclure de l'application du présent article les

9. If at least ten per cent of the persons administered by a municipal or school body are English-speaking and it has been its practice to draw up its official texts and documents in both French and English, it must continue that practice; in such a case, both versions are authentic.

Title IV specifies the manner in which the municipal and school bodies contemplated above are determined.

Where an amalgamation or union reduces the percentage contemplated in the first paragraph to less than ten per cent, this section continues to govern the body resulting from the amalgamation or union, if the deed establishing it so provides, for the period determined by the Lieutenant-Governor in Council.

10. The public administration must use the official language to communicate with the other governments of Canada and, within the province of Québec, with moral persons.

11. Every person may address the public administration in French or in English, as he may choose.

12. The official language is the language of internal communication in the public administration.

13. French and English are the languages of internal communication in municipal and school bodies in which the majority of the persons administered are English-speaking.

Title IV specifies the manner in which the municipal and school bodies contemplated above are determined.

14. No one shall be admitted or promoted to an administrative office in the public administration unless his knowledge of the official language is appropriate to the employment sought.

Such knowledge must be proved by application of the standards established by the regulations made to that effect by the Lieutenant-Governor in Council.

The offices mentioned above shall be determined by the regulations contemplated in the second paragraph; those regulations may, however, exclude from

fonctions n'entraînant pas de contacts directs avec le public.

Le présent article ne s'applique pas aux organismes visés à l'article 13.

15. En assemblée délibérante dans l'administration publique, les interventions dans les débats officiels peuvent être faites en langue française ou en langue anglaise, au choix de ceux qui interviennent.

16. Le ministre de la justice doit faire en sorte que les jugements prononcés en anglais par les tribunaux soient traduits dans la langue officielle.

17. Les contrats conclus au Québec par l'administration publique ainsi que les sous-contrats qui s'y rattachent doivent être rédigés dans la langue officielle; ils peuvent aussi être rédigés à la fois en français et en anglais ou, lorsque l'administration publique contracte avec l'étranger, à la fois en français et dans la langue du pays intéressé.

CHAPITRE II

LA LANGUE DES ENTREPRISES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET DES PROFESSIONS

18. Les entreprises d'utilité publique et les corps professionnels doivent faire en sorte que leurs services soient offerts au public dans la langue officielle.

19. Les entreprises d'utilité publique et les corps professionnels doivent utiliser la langue officielle pour s'adresser à l'administration publique.

20. Les entreprises d'utilité publique et les corps professionnels doivent émettre dans la langue officielle les avis, communications, formulaires et imprimés qu'ils destinent au public; le présent article s'applique également aux titres de transport.

Les textes et documents susdits peuvent néanmoins être accompagnés d'une version anglaise.

the application of this section offices which do not entail direct contact with the public.

This section does not apply to bodies contemplated in section 13.

15. Remarks addressed to the chair at formal discussions held within the public administration may be made in the French language or in the English language, at the option of the persons addressing the remarks.

16. The Minister of Justice must see to it that judgments pronounced by the courts in English are translated into the official language.

17. Contracts formed in the province of Québec by the public administration, and the related sub-contracts, must be drawn up in the official language; they may also be drawn up in both French and English, or, when the public administration contracts with a foreign party, in both French and the language of the interested country.

CHAPTER II

THE LANGUAGE OF PUBLIC UTILITIES AND PROFESSIONAL BODIES

18. Public utilities and professional bodies must see to it that their services are offered to the public in the official language.

19. Public utilities and professional bodies must use the official language when addressing the public administration.

20. Notices, communications, forms and printed matter issued by public utilities and professional bodies and intended for the public must be in the official language; this section also applies to passenger tickets and bills of lading.

The texts and documents mentioned above may nevertheless be accompanied with an English version.

21. Les corps professionnels ne peuvent délivrer de permis en vertu du Code des professions à moins que les intéressés n'aient de la langue officielle une connaissance appropriée à l'exercice de la profession envisagée.

Cette connaissance doit être prouvée suivant les normes fixées par les règlements adoptés à cet égard par le lieutenant-gouverneur en conseil.

22. Les corps professionnels peuvent toutefois délivrer à des personnes qui ne connaissent pas suffisamment la langue officielle une autorisation temporaire valable pour une période d'un an.

Ils ne peuvent renouveler cette autorisation qu'avec l'assentiment du lieutenant-gouverneur en conseil, et pourvu que l'intérêt public le justifie.

23. Les corps professionnels peuvent autoriser les citoyens canadiens membres de corps semblables dans les autres provinces et qui n'ont pas de la langue officielle la connaissance exigée par l'article 21, à exercer leur profession pourvu que ce soit pour le compte d'un seul employeur et dans des fonctions n'entraînant pas de contacts directs avec le public.

CHAPITRE III

LA LANGUE DU TRAVAIL

24. Les employeurs doivent rédiger en français les avis, communications et directives qu'ils adressent à leur personnel.

Les textes et documents susdits peuvent cependant être accompagnés d'une version anglaise lorsque le personnel est en partie de langue anglaise.

25. Les conventions collectives doivent être rédigées en français, tout comme les écrits accessoires et ceux y donnant suite; les négociations et les séances de conciliation doivent être conduites en français.

26. Si au cours d'une assemblée régulièrement convoquée les salariés d'une association accréditée en décident ainsi à la majorité des voix de ceux qui sont présents, les conventions et écrits visés à

21. A professional body shall not issue any permit in virtue of the Professional Code unless the interested person has a knowledge of the official language appropriate to the practice of the contemplated profession.

Such knowledge must be proved by application of the standards established by the regulations made to that effect by the Lieutenant-Governor in Council.

22. A professional body may however issue a temporary authorization valid for one year to a person whose knowledge of the official language is insufficient.

It shall not renew such authorization without the assent of the Lieutenant-Governor in Council and unless it is warranted by the public interest.

23. A professional body may authorize a Canadian citizen who is a member of a similar body in another province and who does not have the knowledge of the official language required in section 21 to practise his profession provided he does so on account of only one employer and his responsibilities do not entail direct contact with the public.

CHAPTER III

THE LANGUAGE OF THE LABOUR FIELD

24. Employers must draw up in French the notices, communications and directions addressed to their personnel.

The texts and documents mentioned above may however be accompanied with an English version when the personnel are partly English speaking.

25. Collective agreements, and the ancillary writings and the writings giving them effect must be drawn up in French; negotiations and conciliation meetings must be conducted in French.

26. If the employees belonging to a certified association so decide by a majority vote of those present at a regularly convened meeting, the agreements and writings contemplated in section 25 shall be

l'article 25 sont rédigés en anglais, et cette langue est utilisée pour les négociations et les séances de conciliation.

Toutefois, les conventions collectives ne peuvent être déposées en vertu de l'article 60 du Code du travail que si elles sont accompagnées d'une version française.

27. En présence de plusieurs associations accréditées devant négocier ensemble et dont l'une désire négocier en français, on procède dans cette langue.

28. Les griefs peuvent être formulés par les salariés en français ou en anglais.

Si le grief donne lieu à arbitrage, les actes de procédure sont rédigés, les séances tenues et les décisions rendues en français.

29. Si au cours d'une assemblée régulièrement convoquée les salariés d'une association accréditée en décident ainsi à la majorité des voix de ceux qui sont présents, la langue anglaise doit être utilisée dans les matières visées au deuxième alinéa de l'article 28.

Toutefois, les décisions arbitrales rendues ne peuvent être déposées que si elles sont accompagnées d'une version française.

30. Les formalités que doivent suivre les associations accréditées pour se prévaloir des articles 26 et 29 sont prévues au Code du travail.

31. Le ministre peut accorder des subventions aux entreprises qui adoptent et appliquent un programme de francisation conformément aux articles 35 et 47.

32. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourvoit, par règlement, à l'émission de certificats en faveur des entreprises, attestant qu'elles ont adopté et qu'elles appliquent un programme de francisation conformément aux articles 35 et 47 ou que la langue française y possède déjà le statut que ces programmes ont pour objet d'assurer.

Ces règlements établissent des catégories d'entreprises suivant leur genre d'activités, l'importance de leur personnel,

drawn up in English, and it shall be the language used in negotiations and conciliation meetings.

However, collective agreements shall not be filed in virtue of section 60 of the Labour Code unless they are accompanied with a French version.

27. Where several certified associations must negotiate in common and one of them wishes to negotiate in French, the negotiations shall be carried on in that language.

28. Grievances may be lodged by employees in French or in English.

If a grievance requires arbitration, the acts of procedure shall be drawn up, the sittings held and the award rendered in French.

29. If the employees belonging to a certified association so decide by a majority vote of those present at a regularly convened meeting, the English language shall be used for the matters contemplated in the second paragraph of section 28.

However, the arbitration awards rendered shall not be filed unless they are accompanied with a French version.

30. The formalities which must be observed by certified associations in order to avail themselves of sections 26 and 29 are provided in the Labour Code.

31. The Minister may grant subsidies to business firms which adopt and apply francization programs in accordance with sections 35 and 47.

32. The Lieutenant-Governor in Council shall, by regulation, provide for the issue of certificates to business firms attesting that they have adopted and are applying a francization program in accordance with sections 35 and 47 or that the status of the French language within their firms is already that envisaged by such programs.

Such regulations shall establish classes of business firms on the basis of their kinds of activities, the size of their personnel, the

l'ampleur des programmes à adopter et les autres éléments pertinents; ils déterminent aussi, pour chacune des catégories ainsi établies, la date à laquelle le certificat susdit devient exigible pour l'application des articles 33 et 34.

33. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, exiger que les entreprises possèdent le certificat visé à l'article 32 pour avoir le droit de recevoir de l'administration publique, à compter de la date fixée conformément audit article, des permis, primes, subventions, concessions ou avantages.

Ces règlements peuvent prévoir l'émission de certificats provisoires tenant lieu du certificat prévu au premier alinéa, en faveur d'entreprises qui se proposent d'adopter le programme de francisation susvisé, si elles démontrent qu'elles ont pris les dispositions voulues à cet effet.

34. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi, par règlement, décréter que soient préférées à leurs concurrents les entreprises titulaires du certificat prévu à l'article 32 à l'occasion de l'attribution, par l'administration publique, de contrats d'achat, de service, de location ou de travaux publics.

Les règlements déterminent dans quels cas et dans quelle mesure cette préférence peut être accordée.

35. Les programmes de francisation que doivent adopter et appliquer les entreprises désireuses d'obtenir le certificat susdit doivent, compte tenu de la situation de chaque entreprise, porter notamment sur:

a) la connaissance de la langue officielle que doivent posséder les dirigeants et le personnel;

b) la présence francophone dans l'administration;

c) la langue des manuels, des catalogues, des instructions écrites et des autres documents distribués au personnel de langue française;

d) les dispositions que doivent prendre les entreprises pour que les membres de leur personnel puissent, dans leur travail, communiquer en français entre eux et avec leurs supérieurs;

breadth of the programs to be adopted and other relevant particulars; they shall also determine, for each class so established, the date on which the certificates mentioned above become exigible for the application of sections 33 and 34.

33. The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, require that business firms have the certificates contemplated in section 32 in order to be entitled to receive permits, premiums, subsidies, concessions or benefits from the public administration from the date fixed in accordance with that section.

Such regulations may provide for the issue of provisional certificates in lieu of the certificates provided for in the first paragraph to business firms which plan to adopt the francization program contemplated above if they show that they have made the required provisions to that effect.

34. The Lieutenant-Governor in Council may also, by regulation, order that holders of the certificates provided for in section 32 be preferred to their competitors when purchase, service, leasing or public works contracts are being awarded by the public administration.

The regulations shall determine in what cases and to what extent such preference may be granted.

35. The francization programs which must be adopted and applied by business firms wishing to obtain the certificates mentioned above, must, while taking account of the situation of each firm, relate especially to:

(a) the knowledge that the management and the personnel must have of the official language;

(b) the francophone presence in management;

(c) the language in which the manuals, catalogues, written instructions and other documents distributed to the French-speaking personnel must be drawn up;

(d) the provisions that the business firms must make for communication in French by the members of their personnel, in their work, among themselves and with their superior officers;

e) la terminologie employée.

Les programmes susdits doivent aussi rechercher les objectifs visés à l'article 47.

(e) the terminology employed.

The programs mentioned above must also pursue the objectives contemplated in section 47.

CHAPITRE IV

LA LANGUE DES AFFAIRES

36. La personnalité juridique ne peut être conférée à moins que la raison sociale adoptée ne soit en langue française. Les raisons sociales peuvent néanmoins être accompagnées d'une version anglaise.

La modification des raisons sociales est soumise aux mêmes règles. Il en est de même de l'enregistrement des raisons sociales effectué en vertu de la Loi des déclarations des compagnies et sociétés (Statuts refondus, 1964, chapitre 272).

37. Peuvent figurer dans les raisons sociales, conformément aux autres lois, les noms propres ou les expressions formées de la combinaison artificielle de lettres, de syllabes ou de chiffres.

38. Les raisons sociales françaises doivent ressortir, ou à tout le moins figurer dans les textes et documents d'une manière aussi avantageuse que les versions anglaises.

39. Doivent être rédigés en français, ou à la fois en français et en anglais, les contrats d'adhésion, les contrats où figurent des clauses-types imprimées ainsi que les bons de commande, les factures et les reçus imprimés.

40. L'étiquetage des produits doit se faire en français, sauf dans la mesure prévue par les règlements; il en est de même des certificats de garantie et des notices qui accompagnent les produits, ainsi que des menus et cartes de vins.

41. Les contrats auxquels adhèrent les consommateurs doivent être lisiblement rédigés en français; toutefois, tout consommateur adhérant à un contrat peut exiger que celui-ci soit rédigé également en anglais.

CHAPTER IV

THE LANGUAGE OF BUSINESS

36. Juridical personality shall not be conferred unless the adopted firm name is in the French language. Firm names may nevertheless be accompanied with an English version.

Changes of firm names are subject to the same rules. The same applies to the registration of firm names effected in virtue of the Companies and Partnerships Declaration Act (Revised Statutes, 1964, chapter 272).

37. Proper names or expressions formed by the artificial combination of letters, syllables or figures may appear in firm names, in conformity with the law.

38. The French firm names must stand out or at least figure no less prominently in the texts and documents than their English versions.

39. Contracts pre-determined by one party, contracts containing printed standard clauses and printed order forms, invoices and receipts must be drawn up in French or in both French and English.

40. Products must be labelled in French, except within certain limits provided by regulation; the same applies to the warranty certificates and directions supplied with products, and to menus and wine lists.

41. Consumer contracts must be drawn up legibly and in French; however, any consumer signing such a contract may require that it also be drawn up in English.

Les contrats rédigés dans les deux langues répondent aux exigences du présent article.

42. Sont visés par l'article 41 les contrats formés avant que le consommateur reçoive les biens ou services en faisant l'objet ou en effectue le paiement.

On entend par consommateur toute personne physique adhérant à un pareil contrat sans pour autant pratiquer un commerce.

43. L'affichage public doit se faire en français, ou à la fois en français et dans une autre langue, sauf dans la mesure prévue par les règlements. Le présent article s'applique également aux annonces publicitaires écrites, notamment aux panneaux-réclame et aux enseignes lumineuses.

44. L'article 43 ne s'applique pas aux annonces publicitaires paraissant dans des journaux ou périodiques publiés dans une autre langue que le français.

45. Les propriétaires de panneaux-réclame ou d'enseignes lumineuses installés avant le 1^{er} juillet 1975 disposent, à compter de ladite date, d'un délai de cinq ans pour se conformer à l'article 43.

46. Tout tribunal de juridiction civile peut, à la demande du procureur général formulée par voie de requête, ordonner que soient enlevés ou détruits dans un délai de huit jours à compter du jugement, les annonces, notamment les panneaux-réclame et les enseignes lumineuses, contrevenant aux dispositions de la présente loi, et ce, aux frais des intimés.

La requête peut être dirigée contre l'annonceur ou contre quiconque a placé ou fait placer l'annonce.

47. Le programme de francisation adopté par toute entreprise désireuse d'obtenir le certificat visé aux articles 32 à 34 doit, compte tenu de la situation de chaque entreprise, porter en outre sur:

- a) la raison sociale de l'entreprise;
- b) la langue dans laquelle l'entreprise doit, dans le cours normal de ses affaires, répondre à ses clients et aux personnes qui s'adressent à elle;

Contracts drawn up in both languages satisfy the requirements of this section.

42. Contracts formed before the consumer receives or pays for the goods or services contracted for come under the purview of section 41.

A consumer is any physical person who signs such a contract while not for that fact carrying on a business.

43. Public signs must be drawn up in French or in both French and another language, except within certain limits provided by regulation. This section also applies to advertisements in writing, in particular to bill-boards and electric signs.

44. Section 43 does not apply to advertisements appearing in newspapers or periodicals published in a language other than French.

45. Owners of bill-boards or electric signs erected before 1 July 1975 shall have a delay of five years from that date to comply with section 43.

46. Any court of civil jurisdiction may on a demand brought by the Attorney-General by way of a motion, order the removal or destruction within eight days of the judgment, of any advertisement, particularly a bill-board or electric sign, which contravenes this act, at the expense of the respondent.

The motion may be directed against the advertiser or against whoever placed the advertisement or had it placed.

47. The francization program adopted by any business firm wishing to obtain the certificate contemplated in sections 32 and 34 must, while taking account of the situation of each firm, also relate to:

- (a) the firm name of the business;
- (b) the language in which the firm must carry on its day-to-day dealings with its customers and other persons;

c) la langue dans laquelle doivent être rédigés les avis, communications, certificats et formulaires destinés au public ou aux actionnaires ou membres de l'entreprise qui résident au Québec.

(c) the language in which notices, communications, certificates and forms intended for the public, or for the shareholders or members of the firm resident in the province of Québec, must be drawn up.

CHAPITRE V

LA LANGUE DE L'ENSEIGNEMENT

48. L'enseignement se donne en langue française dans les écoles régies par les commissions scolaires, les commissions scolaires régionales et les corporations de syndicats.

Ces organismes peuvent donner l'enseignement en langue anglaise; ils ne peuvent cependant ni commencer ni cesser l'enseignement en cette langue sans l'autorisation préalable du ministre de l'éducation.

La Commission scolaire du Nouveau-Québec peut aussi donner l'enseignement, dans leurs langues, aux Indiens et aux Inuits.

49. Les élèves doivent connaître suffisamment la langue d'enseignement pour recevoir l'enseignement dans cette langue.

Les élèves qui ne connaissent suffisamment aucune des langues d'enseignement reçoivent l'enseignement en langue française.

50. Il appartient à chaque commission scolaire, commission scolaire régionale et corporation de syndicats de déterminer la classe, le groupe ou le cours auquel un élève peut être intégré, eu égard à ses aptitudes dans la langue d'enseignement.

51. Le ministre de l'éducation peut cependant, conformément aux règlements, imposer des tests pour s'assurer que les élèves ont une connaissance suffisante de la langue d'enseignement pour recevoir l'enseignement dans cette langue. Il peut, le cas échéant, exiger qu'une commission scolaire, une commission scolaire régionale ou une corporation de syndicats révise l'intégration des élèves conformément aux résultats de ces tests.

CHAPTER V

THE LANGUAGE OF INSTRUCTION

48. The language of instruction shall be French in the schools governed by the school boards, the regional school boards and the corporations of trustees.

Such bodies may provide instruction in English; they shall not however begin or cease to provide instruction in that language without the prior approval of the Minister of Education.

The School Board of New Québec may also provide instruction to the Indians and Inuits in their own languages.

49. Pupils must have a sufficient knowledge of the language of instruction to receive their instruction in that language.

Pupils who do not have a sufficient knowledge of any of the languages of instruction must receive their instruction in French.

50. It is the function of each school board, regional school board and corporation of trustees to determine to what class, group or course any pupil may be assigned, having regard to his aptitudes in the language of instruction.

51. The Minister of Education may however, in accordance with the regulations, set tests to ascertain that the pupils have sufficient knowledge of the language of instruction to receive their instruction in that language. He may, if need be, require a school board, regional school board or corporation of trustees to reassign the pupils on the basis of the results of those tests.

Ces tests doivent tenir compte des niveaux d'enseignement, y compris la maternelle, pour lesquels les demandes d'inscription sont faites, ainsi que de l'âge et du niveau de formation des candidats.

Les règlements doivent prévoir un appel au ministre qui doit, avant d'en disposer, prendre l'avis d'un comité pédagogique institué à cette fin. La décision du ministre est sans appel.

52. Les programmes d'études doivent assurer la connaissance de la langue française, parlée et écrite, aux élèves qui reçoivent l'enseignement en langue anglaise, et le ministre de l'éducation doit prendre les mesures nécessaires à cet effet.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

53. Les avis dont une loi prescrit la publication en français et en anglais peuvent néanmoins être publiés uniquement en français.

De même, les avis dont une loi prescrit la publication dans un journal français et dans un journal anglais peuvent être publiés uniquement dans un journal français.

Toutefois, ces règles ne s'appliquent pas aux organismes municipaux et scolaires visés à l'article 9. Au cas de fusion, le troisième alinéa dudit article 9 s'applique également au présent article.

Le titre IV précise la façon dont sont déterminés les organismes municipaux et scolaires susvisés.

54. La version française des textes et documents visés par la présente loi doit ressortir, ou à tout le moins figurer d'une manière au moins aussi avantageuse que toute version dans une autre langue.

55. Lorsque des textes peuvent ou doivent, en vertu de la loi, être rédigés à la fois en français et dans une autre langue et qu'il y a divergence entre les deux versions sans qu'il soit possible de la résoudre au moyen des règles ordinaires d'interprétation, la version française prévaut sur l'autre.

Such tests must take account of the levels of instruction, including kindergarten, for which the applications for enrolment are made, and of the age and previous education of the examinees.

The regulations must provide for an appeal to the Minister, who, before deciding the matter, must obtain the advice of a pedagogical committee established for that purpose. His decision is final.

52. The curricula must ensure that pupils receiving their instruction in English acquire a knowledge of spoken and written French, and the Minister of Education shall adopt the necessary measures to that effect.

CHAPTER VI

MISCELLANEOUS

53. Notices required by law to be published in French and English may nevertheless be published only in French.

Similarly, notices required by law to be published in a French newspaper and an English newspaper may be published only in a French newspaper.

These rules do not apply, however, to municipal and school bodies contemplated in section 9. In the case of an amalgamation or union, the third paragraph of such section 9 also applies to this section.

Title IV specifies the manner in which the municipal and school bodies contemplated above are determined.

54. The French version of the texts and documents contemplated by this act must stand out, or at least figure no less prominently than any version in another language.

55. Where texts may or must by law be drawn up in both French and another language and any discrepancy between the two versions cannot be satisfactorily resolved by the ordinary rules of interpretation, the French version prevails over the other.

TITRE IV

LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET
D'EXÉCUTION

CHAPITRE I

LA RECHERCHE EN MATIÈRE
LINGUISTIQUE — LES COMMISSIONS
DE TERMINOLOGIE

56. Le ministre a pour responsabilité de développer la recherche en matière linguistique et de coordonner les activités de recherche en cette matière au Québec.

57. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, instituer des commissions de terminologie, dont il détermine la composition et les modalités de fonctionnement, et les déléguer auprès des divers ministères et organismes de l'administration publique.

58. Les commissions de terminologie ont pour mission de faire l'inventaire des mots techniques employés dans le secteur qui leur est assigné, d'indiquer les lacunes qu'elles trouvent et de dresser la liste des termes qu'elles préconisent, notamment en matière de néologismes et d'emprunts.

59. Dès leurs travaux terminés, les commissions de terminologie soumettent leurs conclusions à l'approbation de la Régie, qui doit veiller à la normalisation des termes employés.

Les expressions et les termes normalisés sont adressés aux ministres ou aux directions des organismes intéressés qui peuvent les entériner et en dresser la liste.

60. Sur publication de la liste visée à l'article 59 dans la *Gazette officielle du Québec*, l'emploi des expressions et termes y figurant devient obligatoire dans les textes et documents émanant de l'administration publique, dans les contrats dont l'administration publique est partie ainsi que dans les ouvrages d'enseignement, de formation ou de recherche publiés en

TITLE IV

MACHINERY FOR SUPERVISION
AND ENFORCEMENT

CHAPTER I

LINGUISTICS RESEARCH — TERMI-
NOLOGY COMMITTEES

56. It shall be the responsibility of the Minister to develop research in linguistics and to coordinate linguistics research in the province of Québec.

57. The Lieutenant-Governor in Council may by regulation establish terminology committees, determine their composition and their terms and conditions of operation, and attach them to the various departments and agencies of the public administration.

58. The mandate of the terminology committees shall be to make an inventory of the technical expressions in use in the sector assigned to them, to indicate any lacunae that become apparent, and to prepare a list of the terms they recommend, particularly in the field of neologisms and borrowings.

59. Once their work has been completed, the terminology committees shall submit their conclusions to the Board for approval, and it must see to the standardizing of the usage of the terms.

The standardized expressions and terms shall be forwarded to the ministers or to the managing officers of the interested agencies, and they may confirm them and prepare a list of them.

60. Upon publication in the *Québec Official Gazette* of the list contemplated in section 59, the use of the expressions and terms appearing in it shall become obligatory in texts and documents emanating from the public administration, in contracts to which the public administration is a party and in teaching manuals and educational and research works pub-

français au Québec et approuvés par le ministre de l'éducation.

lished in French in the province of Québec and approved by the Minister of Education.

CHAPITRE II

CHAPTER II

LA RÉGIE DE LA LANGUE FRANÇAISE

THE FRENCH LANGUAGE BOARD

SECTION I

DIVISION I

CRÉATION ET FONCTIONS DE LA RÉGIE

ESTABLISHMENT AND FUNCTIONS OF THE BOARD

61. Il est institué une Régie de la langue française.

61. A French Language Board is established.

62. La Régie a pour rôle:

- a)* de veiller à la correction et à l'enrichissement de la langue parlée et écrite;
- b)* de donner son avis au gouvernement sur les questions que celui-ci lui soumet;
- c)* de reconnaître, pour l'application des articles 9, 13 et 53, les organismes municipaux et scolaires visés à l'article 9 ou à l'article 13;
- d)* de mener les enquêtes prévues par la présente loi afin de vérifier si les lois et les règlements relatifs à la langue française sont observés;
- e)* de donner son avis au ministre sur l'attribution, par le ministre, des crédits destinés à la recherche en linguistique et à la diffusion de la langue française;
- f)* de collaborer avec les entreprises à l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes de francisation;
- g)* de délivrer les certificats visés aux articles 32 à 34;
- h)* de normaliser le vocabulaire utilisé au Québec et d'approuver les expressions et les termes recommandés par les commissions de terminologie.

63. La Régie peut:

- a)* solliciter des avis, recevoir et entendre les requêtes et suggestions du public concernant le statut de la langue française;
- b)* soumettre au ministre des recommandations sur toute question concernant la langue française;
- c)* faire effectuer les études et recherches qu'elle juge utiles ou nécessaires à l'accomplissement de sa tâche;

62. The functions of the Board are:

- (a)* to see to the correction and enrichment of the spoken and written language;
- (b)* to advise the government on questions submitted by it to the Board;
- (c)* to recognize, for the purposes of sections 9, 13 and 53, the municipal and school bodies contemplated in section 9 or in section 13;
- (d)* to conduct the inquiries contemplated by this act in order to ascertain whether the statutes and regulations regarding the French language are observed;
- (e)* to advise the Minister on the allocation by him of appropriations to linguistics research and to the dissemination of the French language;
- (f)* to cooperate with business firms in elaborating and implementing francization programs;
- (g)* to issue the certificates contemplated in sections 32 to 34;
- (h)* to standardize the usage of vocabulary in the province of Québec and to approve the expressions and terms recommended by the terminology committees.

63. The Board may:

- (a)* solicit opinions and receive and hear petitions and suggestions from the public regarding the status of the French language;
- (b)* submit recommendations to the Minister on any matter regarding the French language;
- (c)* have any study or research done which it considers expedient or necessary for the attainment of its purposes;

d) moyennant l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, se donner des règlements internes;

e) établir par règlement les services et les comités nécessaires à l'accomplissement de sa tâche;

f) avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure des ententes avec tout autre organisme ou tout gouvernement afin de faciliter l'application de la présente loi.

64. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les mesures que les services de l'administration publique doivent prendre pour apporter leur concours à la Régie.

65. Les entreprises qui adoptent un programme visé aux articles 35 et 47 le soumettent à la Régie.

Si la Régie est d'avis que le programme est suffisant pour la réalisation des objectifs recherchés et que l'entreprise l'applique efficacement, elle transmet la demande au ministre pour son approbation.

66. La Régie délivre le certificat sus-visé après approbation du ministre.

La Régie peut, avec l'accord du ministre et pour des raisons valables, retirer le certificat.

67. La Régie établit tous les trois ans, pour chaque organisme municipal et scolaire, le nombre d'administrés de langue anglaise. Elle utilise, pour ce faire, les statistiques disponibles, les archives et documents des organismes en question et les autres renseignements qu'elle peut obtenir, notamment par l'intermédiaire de ses enquêteurs.

Elle publie alors dans la *Gazette officielle du Québec*, en se basant sur les renseignements ainsi obtenus, une liste des corps municipaux et scolaires visés à l'article 9 et une liste de ceux visés à l'article 13.

Ces listes, qui sont incontestables, servent d'unique critère pour l'application des articles 9, 13 et 53.

(d) subject to approval by the Lieutenant-Governor in Council, adopt internal by-laws;

(e) establish by by-law the services and committees necessary for the attainment of its purposes;

(f) with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, make agreements with any other agency or government to facilitate the application of this act.

64. The Lieutenant-Governor in Council may prescribe, by regulation, the measures by which the services of the public administration must lend their assistance to the Board.

65. Business firms which adopt a program contemplated in sections 35 and 47 shall submit it to the Board.

If the Board considers that the program is adequate to the desired objectives and that it is being effectively applied by the firm, it shall forward the application to the Minister for his approval.

66. The Board shall issue the certificate contemplated above after approval by the Minister.

With the approval of the Minister and for valid cause, the Board may revoke the certificate.

67. Every three years, the Board shall ascertain the number of English-speaking persons administered in each municipal and school body. For that purpose, it shall consult the available statistics, the records and documents of the bodies in question and any other information it may obtain, especially through its investigation commissioners.

On the basis of the information so acquired, it shall then publish, in the *Québec Official Gazette*, a list of the municipal and school bodies contemplated in section 9 and a list of those contemplated in section 13.

These lists shall be incontestable and shall be the sole criterion for the application of sections 9, 13 and 53.

SECTION II

COMPOSITION ET ACTIVITÉS DE LA RÉGIE

68. La Régie est composée de neuf membres, dont le président et deux vice-présidents, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le président et les vice-présidents sont nommés pour au plus dix ans et les autres membres pour au plus cinq ans.

[[**69.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, les allocations ou le traitement du président et des vice-présidents de la Régie ou, le cas échéant, leur traitement supplémentaire.

Les autres membres ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.]]

70. Les membres de la Régie doivent, avant de commencer à exercer leurs fonctions, prêter les serments prévus aux annexes A et B de la Loi de la fonction publique.

71. La qualité de président ou de vice-président de la Régie est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction.

72. Au cas d'incapacité d'agir du président, ses pouvoirs sont exercés par le vice-président qu'il désigne ou, si le président est incapable de faire cette désignation, par le vice-président désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil.

73. Nonobstant l'expiration de leur mandat, les membres de la Régie restent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

74. Les membres de la Régie ne peuvent prendre part aux délibérations sur une question dans laquelle ils ont un intérêt personnel.

La Régie décide s'ils ont un intérêt personnel dans la question; les membres

DIVISION II

COMPOSITION AND OPERATIONS
OF THE BOARD

68. The Board is composed of nine members, including the president and two vice-presidents, appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

The president and the vice-presidents shall be appointed for not more than ten years and the other members for not more than five years.

[[**69.** The Lieutenant-Governor in Council shall determine the fees, allowances or salaries of the president and the vice-presidents of the Board, or, as the case may be, their additional salaries.

The other members shall not be remunerated. They are entitled however to reimbursement of their justifiable expenses in the exercise of their functions and they shall receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.]]

70. Before entering on their functions, the members of the Board shall take the oaths provided in Schedules A and B to the Civil Service Act.

71. The office of president or vice-president of the Board is incompatible with any other office.

72. If the president is unable to act, his powers shall be exercised by the vice-president designated by him, or, if he is unable to make such designation, by the vice-president designated by the Lieutenant-Governor in Council.

73. Notwithstanding the expiry of their term, the members of the Board shall remain in office until they are reappointed or replaced.

74. The members of the Board shall not participate in the discussion of matters in which they have a personal interest.

The Board shall decide whether they have any personal interest in the matter;

en cause ne peuvent participer à pareille décision.

75. Le quorum de la Régie est constitué de trois membres, dont le président ou l'un des vice-présidents.

La voix du président est prépondérante.

76. La Régie peut siéger simultanément en plusieurs divisions composées chacune d'au moins trois membres, lesquels sont désignés par le président.

La voix du président de toute division est prépondérante.

77. La Régie a son siège dans la Ville de Québec; elle peut toutefois le transporter dans une autre municipalité avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un pareil changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

78. La Régie peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

Elle doit se réunir au moins une fois par mois.

79. Sont authentiques les procès-verbaux des séances approuvés par la Régie et certifiés par le président ou le secrétaire. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président de la Régie ou le secrétaire.

80. Le président est responsable de l'administration de la Régie conformément aux règlements de celle-ci.

[[**81.** Le secrétaire et les autres membres du personnel de la Régie sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

Le président de la Régie exerce à cet égard les pouvoirs que ladite loi attribue aux sous-chefs de ministère.]]

82. Les membres de la Régie et de son personnel ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis

the members in question shall have no part in such decision.

75. Three members of the Board, including the president or one of the vice-presidents, are a quorum.

The president has a casting vote.

76. The Board may sit simultaneously in several sections each composed of at least three members designated by the president.

The president of each section has a casting vote.

77. The head office of the Board is in the City of Québec; it may transfer it to another municipality, however, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council; any such change shall come into force on publication of a notice to that effect in the *Québec Official Gazette*.

78. The Board may hold sittings anywhere in the province of Québec.

It must meet at least once each month.

79. The minutes of sittings approved by the Board and certified by the president or the secretary are authentic. The same applies to documents or copies emanating from the Board or forming part of its records, if they are signed by the president of the Board or the secretary.

80. The president is responsible for the management of the Board in accordance with its by-laws.

[[**81.** The secretary and the other staff members of the Board shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

The president of the Board shall exercise in this regard the powers granted by the said act to the deputy-heads of departments.]]

82. The members and the staff of the Board shall not be prosecuted for official acts performed in good faith in the exercise

par eux de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

83. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Régie ou les membres de la Régie, lorsque ceux-ci agissent en leur qualité officielle.

84. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction allant à l'encontre de l'article 83.

CHAPITRE III

ENQUÊTES

[[**85.** Un commissaire-enquêteur en chef et des commissaires-enquêteurs sont nommés à la Régie. Ces personnes ainsi que le personnel qui les seconde sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique.

Outre les attributions qui lui sont conférées ci-dessous, le commissaire-enquêteur en chef dirige, coordonne et répartit, sous l'autorité de la Régie, le travail des commissaires-enquêteurs.]]

86. Les articles 82 et 83 s'appliquent au commissaire-enquêteur en chef, aux commissaires-enquêteurs et à leur personnel.

87. Les commissaires-enquêteurs procèdent à des enquêtes chaque fois qu'ils ont raison de croire que la présente loi n'a pas été observée ou qu'une entreprise ne se conforme pas aux exigences d'un programme visé aux articles 35 et 47.

Doivent également, à la demande du ministre, faire l'objet d'enquêtes de la part des enquêteurs, les demandes de certificat faisant l'objet de l'article 66.

88. Toute personne ou tout groupe de personnes peut demander une enquête.

89. Les commissaires-enquêteurs doivent refuser d'enquêter dans les cas où:

of their functions.

83. No extraordinary recourse provided in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised nor shall any injunction be granted against the Board or the members of the Board when they act in their official capacity.

84. Two judges of the Court of Appeal may, upon motion, summarily annul any writ, order or injunction inconsistent with section 83.

CHAPTER III

INQUIRIES

[[**85.** A chief investigation-commissioner and investigation commissioners shall be appointed to the Board. These persons and their support staff shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act.

In addition to his attributions under the sections following, the chief investigation-commissioner shall, under the authority of the Board, direct, coordinate and assign the work of the investigation commissioners.]]

86. Sections 82 and 83 apply to the chief investigation-commissioner, to the investigation commissioners and to their staff.

87. The investigation commissioners shall make an inquiry whenever they have reason to believe that this act has not been observed or that a business firm fails to comply with the requirements of a program contemplated in sections 35 and 47.

Applications for certificates provided for in section 66 must also be inquired into by the commissioners, at the request of the Minister.

88. Any person or group of persons may petition for an inquiry.

89. The investigation commissioners must refuse to make an inquiry:

- a) ils n'ont pas la compétence voulue aux termes de la présente loi;
- b) les requérants disposent d'un appel ou d'un recours suffisant;
- c) les requérants auraient pu présenter leur demande plus d'un an auparavant.

90. Les commissaires-enquêteurs peuvent refuser d'enquêter lorsqu'ils estiment que:

- a) les requérants n'ont pas un intérêt personnel suffisant;
- b) la demande est frivole, vexatoire ou de mauvaise foi;
- c) les circonstances ne le justifient pas.

91. En cas de refus, les commissaires-enquêteurs doivent en informer les requérants, leur en donner les motifs et leur indiquer les éventuels droits de recours dont ils disposent.

92. Les demandes d'enquêtes doivent être faites par écrit et être accompagnées de renseignements établissant les motifs des requérants ainsi que leur identité.

93. Les requérants ont droit à l'assistance des commissaires-enquêteurs et de leur personnel pour la rédaction de leurs demandes.

94. Pour leurs enquêtes, les commissaires-enquêteurs et les membres de leur personnel qu'ils désignent sont investis des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts révisés, 1964, chapitre 11).

95. Les articles 307, 308 et 309 du Code de procédure civile s'appliquent aux témoins entendus par les commissaires-enquêteurs.

96. Lorsque les commissaires-enquêteurs chargés d'une enquête estiment qu'il y a manquement à un programme visé aux articles 35 et 47 ou que la présente loi n'a pas été observée, ils doivent, en terminant leur enquête, inviter les parties en cause à se faire entendre devant la Régie.

- (a) if they do not have the required competence under the terms of this act;
- (b) if the petitioners have a right of appeal or other sufficient recourse;
- (c) if the petitioners could have brought their petition more than one year previously.

90. The investigation commissioners may refuse to make an inquiry if, in their opinion,

- (a) the petitioners do not have a sufficient personal interest;
- (b) the petition is frivolous, vexatious or in bad faith;
- (c) the circumstances do not justify it.

91. If they refuse the petition, the investigation commissioners must notify the petitioners, give them the reasons for their refusal, and advise them of their other recourses, if any.

92. Petitions for inquiry must be in writing and be accompanied with indications of the grounds on which they are based and identification of the petitioners.

93. The petitioners are entitled to the assistance of the investigation commissioners and their staff to draw up their petitions.

94. For the purposes of their inquiries, the investigation commissioners and any members of their staff they may designate are vested with the powers and immunity granted commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

95. Articles 307, 308 and 309 of the Code of Civil Procedure apply to witnesses heard by the investigation commissioners.

96. When the investigation commissioners entrusted with an inquiry consider that a program contemplated in sections 35 and 47 is not being properly applied or that this act has not been observed, they must, at the conclusion of their inquiry, invite the parties concerned to appear before the Board.

97. La Régie entend les parties en cause. Elle peut faire toutes constatations sur place, se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'elle estime indispensables pour l'instruction de l'affaire et entendre toutes les personnes intéressées.

Les articles 94 et 95 s'appliquent à la Régie et à ses membres ainsi qu'aux témoins qu'ils entendent.

98. Si la Régie conclut que la présente loi n'a pas été observée, elle en avise le chef du ministère ou de l'organisme intéressé.

Elle peut joindre à l'avis qu'elle donne ainsi les recommandations qu'elle juge utiles et requérir d'être informée des mesures d'une part envisagées et d'autre part prises pour leur mise en application.

Lorsque la Régie est d'avis que justice a été rendue, elle doit également en aviser les personnes intéressées.

99. La Régie peut, si elle juge qu'il n'est pas donné suite à ses recommandations assez rapidement, en aviser le lieutenant-gouverneur en conseil ou, si elle le juge à propos, soumettre un rapport spécial au ministre, qui le dépose sans délai à l'Assemblée nationale; elle peut aussi choisir d'exposer la situation dans son rapport annuel.

100. Si la Régie est d'avis qu'une personne a subi une injustice en raison de la teneur d'une loi ou d'un règlement, elle peut suggérer des modifications au lieutenant-gouverneur en conseil et, si elle le juge à propos, soumettre un rapport spécial au ministre, qui le dépose sans délai à l'Assemblée nationale; elle peut aussi choisir d'exposer la situation dans son rapport annuel.

101. Les commissaires-enquêteurs doivent, après avoir fait enquête sans que la Régie soit par la suite saisie de l'affaire, informer les requérants du résultat de l'enquête dans un délai raisonnable.

97. The Board shall hear the parties concerned. It may make any investigation on the site, have all the documents and information it considers essential to the hearing communicated to it and hear all the interested persons.

Sections 94 and 95 apply to the Board and its members and to the witnesses appearing before it.

98. If the Board concludes that this act has not been observed, it shall give notice of that fact to the head of the interested department or agency.

It may add to the notice so given the recommendations it considers expedient and it may require that it be kept informed of the measures envisaged, on the one hand, and, on the other hand, of those adopted, to implement such recommendations.

When, in the opinion of the Board, justice has been done, it must also notify the interested persons of that fact.

99. If the Board considers that its recommendations have not been followed with sufficient haste, it may notify the Lieutenant-Governor in Council, or, if it sees fit, submit a special report to the Minister, who shall immediately lay it before the National Assembly; it may also, if it so chooses, set forth the situation in its annual report.

100. If, in the opinion of the Board, a person has suffered an injustice by the effect of any act or regulation, it may suggest amendments to the Lieutenant-Governor in Council and, if it sees fit, submit a special report to the Minister, who shall immediately lay it before the National Assembly; it may also, if it so chooses, set forth the situation in its annual report.

101. The investigation commissioners, after making an inquiry which does not entail referral of the matter to the Board, must inform the petitioners of the results of the inquiry within a reasonable period of time.

102. La Régie doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, remettre au ministre un rapport de ses activités de l'année civile précédente, sur l'état de la langue française au Québec et sur les enquêtes effectuées.

Le ministre dépose ce rapport devant l'Assemblée nationale s'il le reçoit en cours de session; sinon dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

Ce rapport doit être publié et distribué par l'éditeur officiel du Québec de la façon indiquée par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

103. Tout membre de la Régie ou de son personnel qui se rend coupable d'indiscrétion sur des questions reliées à l'exercice de ses fonctions, commet une infraction et est passible de poursuites sommaires pouvant entraîner, outre toutes autres peines éventuellement encourues, une amende de \$100 à \$1,000 et le paiement des frais.

104. Nonobstant toute autre loi, ni les membres de la Régie ni son personnel ne peuvent être contraints de témoigner ou déposer des documents, relativement aux questions reliées à l'exercice de leurs fonctions.

105. Aucune action civile ne peut être intentée en raison ou en conséquence de la publication de tout ou partie des rapports faits par la Régie en vertu de la présente loi, ou de la publication, de bonne foi, de résumés desdits rapports.

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

106. Les projets de règlement ayant trait à la présente loi ne peuvent être adoptés que moyennant préavis de trente jours publié dans la *Gazette officielle du Québec* et en reproduisant le texte.

Les règlements susdits entrent en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* soit d'un avis signalant qu'ils ont reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, soit, en

102. Not later than 31 March each year, the Board must submit to the Minister a report of its activities of the preceding calendar year, on the state of the French language in the province of Québec and on the inquiries made.

The Minister shall lay such report before the National Assembly if he receives it during a session, or, if between sessions, within thirty days of the opening of the next session.

The report must be published and distributed by the Québec Official Publisher in the manner indicated by order of the Lieutenant-Governor in Council.

103. Every member of the Board or its staff who is guilty of an indiscretion regarding any question in connection with the exercise of his functions commits an offence and is liable to summary prosecution which may entail, in addition to any other penalties possibly incurred, a fine of \$100 to \$1,000 and payment of the costs.

104. Notwithstanding any other provision of law, neither the members of the Board nor its staff shall be compelled to testify or to file documents in relation to any question in connection with the exercise of their functions.

105. No civil action may be instituted by reason or in consequence of the publication of the whole or part of the reports made by the Board in virtue of this act, or of the publication in good faith of summaries of such reports.

TITLE V

FINAL PROVISIONS

106. Draft regulations related to this act shall be adopted only on prior notice of thirty days published in the *Québec Official Gazette* together with the text of the draft.

The regulations mentioned above shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice of their approval by the Lieutenant-Governor in Council or, if amended by him, ap-

cas de modification par ce dernier, de leur texte définitif.

107. Le ministre désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil est chargé de l'application de la présente loi.

108. Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session, le ministre soumet à l'Assemblée nationale un rapport détaillé sur les activités de son ministère dans le domaine de la diffusion de la langue française au cours de l'année financière précédente.

109. Les articles 1682*c* et 1682*d* du Code civil, édictés par l'article 1 du chapitre 40 des lois de 1910, sont abrogés.

110. L'article 3 de la Loi du ministère des affaires culturelles (Statuts refondus, 1964, chapitre 57), modifié par l'article 17 du chapitre 26 des lois de 1969, est de nouveau modifié en retranchant le paragraphe *a*.

111. L'article 13 de ladite loi est abrogé.

112. L'article 14 de ladite loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 9 des lois de 1969, est abrogé.

113. L'article 14*a* de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 9 des lois de 1969, est abrogé.

114. L'article 15 de ladite loi est abrogé.

115. L'article 203 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), modifié par l'article 1 du chapitre 62 des lois de 1966/1967, l'article 2 du chapitre 67 des lois de 1969 et l'article 43 du chapitre 67 des lois de 1971, est de nouveau modifié en remplaçant les paragraphes 3° et 4° par les suivants:

« 3° De prendre les mesures nécessaires pour que les cours du niveau de la première année à celui de la onzième inclusivement, adoptés ou reconnus pour les écoles publiques catholiques ou protestantes, selon le cas, soient dispensés à tous les enfants domiciliés dans le territoire soumis à leur

proval of the final text.

107. The Minister designated by the Lieutenant-Governor in Council is entrusted with the application of this act.

108. Within fifteen days of the opening of each session, the Minister shall submit a detailed report to the National Assembly of the activities of his department devoted to dissemination of the French language during the preceding fiscal year.

109. Articles 1682*c* and 1682*d* of the Civil Code, enacted by section 1 of chapter 40 of the statutes of 1910, are repealed.

110. Section 3 of the Cultural Affairs Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 57), amended by section 17 of chapter 26 of the statutes of 1969, is amended by striking out paragraph *a*.

111. Section 13 of the said act is repealed.

112. Section 14 of the said act, replaced by section 4 of chapter 9 of the statutes of 1969, is repealed.

113. Section 14*a* of the said act, enacted by section 4 of chapter 9 of the statutes of 1969, is repealed.

114. Section 15 of the said act is repealed.

115. Section 203 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), amended by section 1 of chapter 62 of the statutes of 1966/1967, section 2 of chapter 67 of the statutes of 1969 and section 43 of chapter 67 of the statutes of 1971, is again amended by replacing paragraphs 3 and 4 by the following:

“(3) To take the measures necessary to have the courses from the first year level to the eleventh year level inclusively, adopted or recognized for Catholic or Protestant public schools, as the case may be, given to all the children domiciled in the territory under their jurisdiction if

juridiction s'il sont jugés aptes à suivre ces cours et désireux de s'y inscrire. À cette fin, les commissaires ou les syndicats d'écoles doivent prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes, à savoir, organiser ces cours dans leurs écoles ou se prévaloir des dispositions des articles 469 à 495 ou de l'article 496;

« 4° De s'assurer que les cours d'études dispensés dans leurs écoles sont conformes aux programmes d'études et aux règlements édictés ou approuvés pour les écoles publiques catholiques, protestantes ou autres, selon le cas; ».

116. L'article 2 de la Loi du ministère de l'éducation (Statuts refondus, 1964, chapitre 233), modifié par l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1969, est de nouveau modifié en retranchant le deuxième alinéa.

117. L'article 3 de la Loi du ministère de l'immigration (1968, chapitre 68), modifié par l'article 3 du chapitre 9 des lois de 1969, est de nouveau modifié en retranchant le paragraphe e.

118. La Loi pour promouvoir la langue française au Québec (1969, chapitre 9) est abrogée.

119. L'article 4 de la Loi de la protection du consommateur (1971, chapitre 74) est remplacé par le suivant:

« 4. En cas de contradiction entre le texte français et le texte anglais d'un contrat, l'interprétation la plus favorable au consommateur prévaut. »

120. Les articles 46 à 48 du Code des professions (1973, chapitre 43) sont abrogés.

121. Les membres du personnel du ministère de l'éducation affectés à l'Office de la langue française demeurent en fonction au ministère de l'éducation à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil ne décide de les muter à la Régie de la langue française.

they are deemed capable of following such courses and desirous of enrolling for them. For that purpose, the school commissioners or trustees must adopt one or more of the following measures, namely, provide such courses in their schools or avail themselves of the provisions of sections 469 to 495 or of section 496;

“(4) To ensure that the courses of study given in their schools comply with the curricula and regulations prescribed or approved for Catholic, Protestant or other public schools, as the case may be;”.

116. Section 2 of the Education Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 233), amended by section 1 of chapter 9 of the statutes of 1969, is again amended by striking out the second paragraph.

117. Section 3 of the Immigration Department Act (1968, chapter 68), amended by section 3 of chapter 9 of the statutes of 1969, is again amended by striking out subparagraph e.

118. The Act to promote the French language in Québec (1969, chapter 9) is repealed.

119. Section 4 of the Consumer Protection Act (1971, chapter 74) is replaced by the following:

« 4. In the case of a contradiction between the French text and the English text of a contract, the interpretation most favourable to the consumer prevails.”

120. Sections 46 to 48 of the Professional Code (1973, chapter 43) are repealed.

121. The staff members of the Department of Education assigned to the French Language Bureau shall continue to be employed at the Department of Education unless the Lieutenant-Governor in Council decides to transfer them to the French Language Board.

122. Dans les lois ou proclamations ainsi que dans les arrêtés en conseil, contrats ou documents:

a) les renvois aux dispositions abrogées par la présente loi sont réputés renvoyer à la présente loi;

b) l'expression « Office de la langue française » s'entend de la Régie de la langue française.

[[**123.** Les sommes mises à la disposition du ministère de l'éducation au poste de l'Office de la langue française sont affectées au paiement des dépenses engagées pour l'application de la présente loi; les dépenses supplémentaires engagées pour l'application de la présente loi sont payées, pour les exercices financiers 1974/1975 et 1975/1976, à même le fonds consolidé du revenu.]]

124. Les articles 6 à 10 et 13 s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 1976 dans le cas des organismes municipaux et à compter du 1^{er} juillet 1976 dans le cas des organismes scolaires.

125. L'article 19 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1976.

126. L'article 21 s'applique à la délivrance d'un permis à un citoyen canadien à compter du 1^{er} juillet 1976.

127. Les articles 39 et 43 à 46 s'appliquent à compter du 1^{er} juillet 1975.

128. Les articles 48 à 52 s'appliquent à compter du 1^{er} septembre 1974, mais les règlements prévus à ces articles peuvent être adoptés et publiés avant cette date, pour prendre effet à cette date.

129. Les articles 32 à 35, 40, 47 et 85 à 105 entreront en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

130. Sous réserve de l'article 129, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

122. In any act, proclamation, order in council, contract or document:

(a) references to provisions repealed by this act are presumed to refer to this act;

(b) the expression "French Language Bureau" is to be construed as "French Language Board".

[[**123.** The sums made available to the Department of Education under the entry of the French Language Bureau shall be affected to the payment of the expenditures incurred toward the application of this act; the supplementary expenditures incurred toward the application of this act shall be paid for the 1974/1975 and 1975/1976 fiscal years out of the consolidated revenue fund.]]

124. Sections 6 to 10 and 13 apply from 1 January 1976 in the case of municipal bodies and from 1 July 1976 in the case of school bodies.

125. Section 19 applies from 1 January 1976.

126. Section 21 applies to the issue of a permit to a Canadian citizen from 1 July 1976.

127. Sections 39 and 43 to 46 apply from 1 July 1975.

128. Sections 48 to 52 apply from 1 September 1974 but the regulations provided for in such sections may be adopted and published before that date, to become effective on that date.

129. Sections 32 to 35, 40, 47 and 85 to 105 shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

130. Subject to section 129, this act shall come into force on the day of its sanction.

ANNEXE

SCHEDULE

A. *Administration publique*

1. Le gouvernement et ses ministères;

2. Les organismes gouvernementaux:

Les organismes dont le lieutenant-gouverneur en conseil ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés ou rémunérés suivant la Loi de la fonction publique, ou dont les ressources proviennent, pour la moitié ou plus, du fonds consolidé du revenu;

3. Les organismes municipaux et scolaires:

a) les communautés urbaines:

La Communauté urbaine de Québec, la Communauté urbaine de Montréal et la Communauté régionale de l'Outaouais, la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, le Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais, la Société d'aménagement de l'Outaouais, la Commission de transport de la Ville de Laval et la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal;

b) les municipalités:

Les corporations de cité, de ville, de village, de campagne ou de comté, qu'elles soient constituées en corporation en vertu d'une loi générale ou d'une loi spéciale, ainsi que les autres organismes relevant de l'autorité de ces corporations et participant à l'administration de leur territoire;

c) les organismes scolaires:

Les commissions scolaires régionales, les commissions scolaires et les corporations de syndicats régies par la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), le Conseil scolaire de l'Île de Montréal, les collèges d'enseignement général et professionnel et les universités;

B. *Entreprises d'utilité publique*

Les hôpitaux, les entreprises de téléphone, de télégraphe, de transport par avion, bateau, autobus ou chemin de fer, les entreprises de production, transport,

A. *Public administration*

1. The government and the government departments;

2. The government agencies:

Agencies to which the Lieutenant-Governor in Council or a minister appoints the majority of the members, to which, by law, the officers or employees are appointed or remunerated in accordance with the Civil Service Act, or at least half of whose resources are derived from the Consolidated Revenue Fund;

3. The municipal and school bodies:

(a) the urban communities:

The Québec Urban Community, the Montreal Urban Community and the Outaouais Regional Community, the Québec Urban Community Transit Commission, the Greater Québec Water Purification Board, the Montreal Urban Community Transit Commission, the Outaouais Regional Community Transit Commission, the Outaouais Development Corporation, the City of Laval Transit Commission and the Montreal South Shore Transit Commission;

(b) the municipalities:

The city, town, village, country and county corporations, whether incorporated under a general law or a special act, and the agencies under the jurisdiction of such corporations which participate in the administration of their territory;

(c) the school bodies:

The regional school boards, the school boards and the corporations of school trustees governed by the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), the School Council of the island of Montreal, the general and vocational colleges and the universities;

B. *Public utilities*

The hospitals, the telephone and telegraph companies, the air, ship, autobus and rail transport companies, the companies which produce, transport, distribute

distribution ou vente de gaz, d'eau ou d'électricité, ainsi que les entreprises titulaires d'une autorisation de la Commission des transports;

C. Corps professionnels

Les associations professionnelles dont la liste apparaît à l'annexe I du Code des professions (1973, chapitre 43) sous la désignation de: « corporations professionnelles », ou qui sont constituées conformément audit Code.

or sell gas, water or electricity, and those enterprises which hold authorization from the Transport Commission;

C. Professional bodies

The professional associations listed in Schedule I to the Professional Code (1973, chapter 43) under the designation "professional corporations", or established in accordance with that Code.